

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux est déçu du NON aux réseaux de soins

Berne, le 17 juin 2012

Communiqué

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux est déçu du NON aux réseaux de soins

Bonne nouvelle néanmoins avec le rejet de l'initiative sur les accords internationaux

La déception est de mise au PLR.Les Libéraux-Radicaux en apprenant le rejet par le peuple des réseaux de soins. Avec ce refus, la politique de la santé se trouve dans une impasse. La situation est désastreuse, avec de mauvaises incitations pour les médecins et pour les patients et des coûts de la santé qui continueront d'exploser ces prochaines années.

En revanche, le PLR se réjouit du net refus de l'initiative de l'ASIN sur les accords internationaux. Cette proposition aurait fragilisé notre démocratie directe: le parlement aurait dû à chaque fois prendre un temps considérable pour décider quels sont les accords «importants» qui auraient nécessité un référendum obligatoire. Même sans ce caprice de l'ASIN, le peuple garde la possibilité de s'opposer à chaque accord international par référendum facultatif.

Avec l'initiative «Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement», une chance a été donnée pour faciliter l'accès à la propriété à la classe moyenne. Néanmoins, celle-ci a été. Maintenant, il ne reste que l'espoir d'empêcher la gauche de limiter l'utilisation du 2e pilier pour l'acquisition d'un logement. La classe moyenne ne devrait pas perdre sa principale possibilité d'acheter un logement.

«**Réseaux de soins**» Les opposants à cette complexe modification de la loi sur l'assurance-maladie se sont concentrés dès les premières heures à défendre leurs intérêts particuliers plutôt qu'à répondre aux problèmes et défis de notre système de santé. En distillant des informations erronées, ils ont suscité la peur pour s'arroger des voix. Le compromis soumis au peuple par référendum était pourtant, jusqu'à peu avant la votation, soutenu par une large coalition comprenant des membres de la gauche, du centre et de la droite. Une chance inestimable a été aujourd'hui gaspillée, amenant avec elle le spectre de l'économie planifiée. A cause du contre-pied de l'UDC et du PBD, cette réforme a échoué – un refus qui donne la voie libre à la gauche et à la caisse unique. Sans cette réforme, les primes continueront d'augmenter. Par exemple, en ne comptant que les 1'000 nouveaux cabinets de spécialistes qui se sont ouverts depuis le début de l'année, les frais ont augmenté de 400 millions de francs, soit une augmentation de 2% des primes. Malgré ce résultat, le PLR continuera de se battre contre l'étatisation du système de santé. La liberté de contracter doit être préservée et la compensation des risques affinée. Des propositions allant dans ce sens seront bientôt déposées afin d'être traitées au parlement dès que possible.

«**Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement**» Le PLR.Les Libéraux-Radicaux regrette que cette initiative sur l'épargne-logement n'ait pas trouvé les faveurs du peuple. Des taxes et des frais toujours plus hauts, le prix des terrains qui flambent et les obstacles des différents règlements de construction rendent difficile la concrétisation du rêve de la classe moyenne de posséder leur propre habitation. Un rêve qui va s'effacer avec les dernières propositions concernant l'achat d'un logement de la Ministre des finances Evelyn Widmer-Schlumpf d'exiger une part minimale de fonds propres ne provenant pas du 2e pilier et du Ministre de l'intérieur Alain Berset de limiter l'usage du 2e pilier. Le PLR encourage une expansion du 3e pilier jusqu'à 12'000.- francs par an; cette épargne pourrait permettre aux citoyens d'avoir recours dans une moindre mesure à leur fond de pension.

«**Accords internationaux: la parole au peuple!**» La satisfaction est de mise avec le refus net de l'initiative de l'ASIN sur les accords internationaux. Si celui-ci avait été accepté, il en aurait résulté en un affaiblissement de la Suisse et de la démocratie directe, parce que le peuple aurait dû se prononcer souvent sur des sujets hautement complexes, techniques et, ou, incontestés. Aujourd'hui, celui-ci a toujours son mot à dire lors des traités importants avec dans certains cas un

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux est déçu du NON aux réseaux de soins

référendum obligatoire et pour les autres la possibilité de lancer un référendum facultatif. Il est donc assuré que les gens auront, de manière adéquate, voix au chapitre. Et l'ASIN pourra toujours récolter des signatures pour un référendum contre un traité si elle le juge nécessaire.

Contacts:

- › Isabelle Moret, conseillère nationale, 079 332 08 23
- › Olivier Feller, conseiller national, 079 658 31 92
- › Alain Ribaux, conseiller national, 079 531 90 10
- › Noé Blancpain, chef de la communication, 078 748 61 63
- › Philippe Miauton, porte-parole, 079 277 68 41